

PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL-HABITAT (PLUiH)

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 à L.153-44 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, approuvé le 19 décembre 2019, et ses évolutions ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts détient la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme et carte communale », conformément aux statuts modifiés par arrêté préfectoral du 19 mai 2015,

CONSIDERANT que la présente modification du PLUiH a pour objet de modifier le rapport de présentation, le règlement écrit et graphique ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation,

CONSIDERANT que cette modification n'a pas pour conséquence :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté,

CONSIDERANT que cette modification entre donc dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun au titre de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT qu'une enquête publique devra être organisée conformément à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT qu'à l'issue de l'enquête publique, le Conseil communautaire délibérera pour approuver la modification n°2 du PLUiH en tenant compte des avis émis, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal-Habitat (PLUiH) de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts est prescrite, conformément aux dispositions de l'article L153-37 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 :

La modification n°2 du PLUiH porte sur des modifications relevant du rapport de présentation, du règlement écrit et graphique ainsi que des orientations d'aménagement et de programmation, sans qu'il ne soit porté atteinte aux orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables.

ARTICLE 3 :

Le dossier de modification du PLUiH sera notifié au préfet de la Vendée, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L137-7 et L132-9 du code de l'urbanisme ainsi qu'aux maires des communes membres de l'EPCI et ce, avant l'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 4 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions du commissaire-enquêteur, pourra être approuvé par délibération du conseil communautaire.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité habituelles définies aux articles R153-20 à 22 du code de l'urbanisme. Il sera affiché au siège de la Communauté de communes et dans les mairies des communes membres pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée au préfet de la Vendée.

A Saint-Fulgent, le **28 JUIN 2023**

Le Président

Jacky DALLEY



Le président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date soit de sa transmission en Préfecture, soit de sa publication, soit de sa notification.